

# DE L'INDOPACIFIQUE ET DE L'ORDRE INTERNATIONAL



JACQUES FATH\*

L'échec des États-Unis en Afghanistan et leur retrait humiliant constituent le révélateur d'une vraie défaite stratégique. Cela fait partie de ces grands événements qui témoignent des contradictions et des impasses d'une époque. Depuis la chute du mur de Berlin, on se situe sur un fil ininterrompu et accéléré de crise, dans une longue mutation des relations internationales. Et dans ce contexte hautement conflictuel et chaotique, des ruptures et des basculements s'imposent et changent radicalement la donne. C'est le cas aujourd'hui.

Tout devrait donc conduire à repenser la sécurité pour les peuples et pour le monde : la sécurité dans toutes ses dimensions : internationales, politiques, sociales, économiques, sanitaires, institutionnelles... Il faut, en effet, aller chercher les causes de cette crise systémique. Ce qui devrait pousser à changer de paradigme politique, à considérer la mondialité des enjeux, la communauté des intérêts, l'importance des biens communs, l'universalité des valeurs et le multilatéralisme comme paramètres nécessaires à la gestion des relations internationales. Bref, faire dominer l'exigence de la responsabilité collective... Nul ne pourra dire qu'il s'agit d'une utopie puisque tout cela relève pour l'essentiel de concepts connus qui donnent son sens à la Charte des Nations unies. Ce sont des paramètres

---

\* SPÉCIALISTE DES RELATIONS INTERNATIONALES.

essentiels à la contestation de la pensée stratégique dominante qui fonde l'affirmation de la puissance et l'exercice de la force.

Pourtant, ce qui domine, c'est tout autre chose, et une question reste : pourquoi les choix politiques et stratégiques face aux crises qui caractérisent le monde sont à ce point ancrés et crispés sur les paradigmes de la puissance et de la force ? Pourquoi cette pensée stratégique prétend constituer la seule réponse envisageable, et demeure politiquement et idéologiquement dominante alors qu'elle nourrit les crises et les guerres et, au-delà, bien des conceptions générales du politique comme le recul de la démocratie, l'autoritarisme et la répression policière d'État, la guerre idéologique...

## La crise des sous-marins

La crise des sous-marins déclenchée avec l'annulation du contrat franco-australien portant sur la vente de 12 sous-marins Barracuda à propulsion conventionnelle, peut être qualifiée de crise stratégique au sens le plus fort. Pour la France, elle porte sur un élément régalien considéré comme décisif de la puissance et de la souveraineté nationale : la base industrielle et technologique de défense (BITD). Elle porte aussi sur le rôle français à l'international, et sur l'ambition d'une puissance de statut et de rang mondial. La France est donc au cœur de cette crise. Elle en est la perdante. Elle réagit avec véhémence en s'accrochant à une posture d'acteur qui compte dans l'Indopacifique. Mais le choc est rude. En effet, la portée de cette crise et ses causes dépassent très largement ce que représente aujourd'hui la France dans les rapports de forces. La crise des sous-marins traduit à la fois un basculement stratégique dans l'ordre international, et une crise (un nouveau recul) de la puissance et du rôle français dans le monde. Le 15 septembre 2021, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Australie ont annoncé la création d'une nouvelle alliance militaire dénommée AUKUS (acronyme des premières lettres pour Australie, United Kingdom et United States). La vocation de ce nouveau pacte est de contrer la Chine. La déclaration commune<sup>1</sup> ne le pointe pas explicitement.

---

<sup>1</sup> « Joint Leaders Statement on AUKUS », *The White House*, September 15, 2021, Statements and Releases. <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/15/joint-leaders-statement-on-aukus/>>.

C'est bien Pékin, pourtant, qui est visé à travers la nécessité « *d'approfondir la coopération diplomatique, de sécurité et de défense dans la région indopacifique, y compris en travaillant avec d'autres partenaires afin de relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle* ». Le texte confirme l'engagement de l'Australie pour l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire dans le cadre de cette nouvelle alliance, ce qui constitue une confirmation officielle de la liquidation du contrat franco-australien de 2016<sup>2</sup>. Cependant, la déclaration commune ne s'arrête pas à cette problématique. Elle met au centre l'enjeu de sécurité concernant la région indopacifique en le traitant sous un angle militaire, mais aussi du point de vue de « *la science, de la technologie, des bases industrielles et des chaînes d'approvisionnement liées à la sécurité et à la défense...* ». Il est question d'améliorer « *nos capacités conjointes et notre interopérabilité* », y compris dans les très hautes technologies : cybercapacités, intelligence artificielle, technologie quantique... Il ne s'agit pas seulement d'évacuer le contrat français et l'accord franco-australien. AUKUS va beaucoup plus loin, et annonce une stratégie offensive globale des États-Unis en indopacifique. Cet objectif constitue manifestement un motif essentiel du retrait d'Afghanistan : en finir vraiment avec cet échec stratégique patent. En finir avec les guerres sans fin, et surtout faire face au nouveau défi, celui de la montée en puissance de la Chine. Une Chine qualifiée aujourd'hui, à tort, de compétiteur « *systémique* ». Ce qui constitue le problème, en effet, ce n'est pas le système, c'est la menace stratégique que fait peser la Chine sur l'hégémonie des puissances occidentales, et en particulier les États-Unis. Dans ce nouveau contexte de compétitions de puissances, que va-t-il se passer ? La Chine va-t-elle prendre le dessus ? ... Ou bien, au contraire, y aura-t-il un second « *siècle américain* » ?<sup>3</sup> Et au-delà... serons-nous contraints à un avenir déterminé par le seul antagonisme des puissances ?

<sup>2</sup> Voir Jacques Fath, « Contrat du siècle ou stratégie périlleuse », 27 avril 2016, <<https://jacquesfath.international/2016/04/27/contrat-du-siecle-ou-strategie-perilleuse/>>.

<sup>3</sup> La formule « *le siècle américain* » fait référence au titre de l'éditorial de la revue *Life* du 17 février 1941. Cet éditorial, signé du directeur de *Life*, Henri Luce, visait à légitimer l'entrée en guerre de Washington, et à faire des États-Unis, au nom de leurs valeurs, une puissance d'avenir pour le monde.

Aux États-Unis, beaucoup s'inquiètent de l'inexorable affirmation chinoise sur le plan économique, mais aussi sur le plan militaire, avec la croissance il est vrai très forte de ses capacités de défense. Cette ascension bénéficie d'une telle impulsion qu'elle suscite des craintes, notamment chez les militaires, quant à la possibilité pour Washington de rester au niveau nécessaire : les capacités de dissuasion américaines seraient insuffisantes. Avec un budget défense qui devrait atteindre 782 milliards de dollars en 2022 et une demande de l'Administration Biden à 813,3 milliards (tous Départements défense inclus) pour 2023, les avertissements allant dans ce sens peuvent laisser perplexe. La RAND Corporation vient d'ailleurs de publier un rapport selon lequel les États-Unis n'ont pas besoin de renforcer leur arsenal nucléaire<sup>4</sup>... Il reste à bien mesurer ce qui est en jeu. Pas seulement un rapport de force strictement militaire (dont les déterminants sont toujours plus complexes qu'on imagine), mais aussi l'affirmation politique de la puissance dans l'ordre international. Dans le gigantesque bras de fer sino-américain pour la domination, les États-Unis veulent montrer qu'ils conservent et renforcent leur capacité à imposer la décision par la force et éventuellement par la guerre quelles que soient les circonstances.

Après George W. Bush et son illusoire ambition de transformer le monde, ni Barak Obama, ni Donald Trump, ni même Joe Biden ne pourront restaurer une domination non contestée crédible. L'hubris de l'Administration Bush a débouché sur une impasse majeure au coût financier démesuré. C'est la démonstration que la pensée stratégique fondant l'affirmation de la puissance et l'usage de la force conduit à des politiques totalement inadaptées aux réalités de notre siècle, aux crises issues du système capitaliste et de l'ordre international que ce système engendre. Mais aussi à la montée significative de résistances sociales sur tous les continents. La question n'est pas : que faut-il changer dans l'usage de la puissance, mais que faut-il faire d'un système capitaliste qui vit de la puissance

---

<sup>4</sup> Edward Geist, « *The US doesn't need more nuclear weapons to counter China's new missiles silos* », October 18, 2021. <[https://www.rand.org/blog/2021/10/the-us-doesnt-need-more-nuclear-weapons-to-counter.html?utm\\_source=AdaptiveMailer&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=7014N00000ISnimQAC&utm\\_term=00v4N00000XZCb1QAH&org=1674&lvl=100&ite=3756&lea=555393&ctr=0&par=1&trk=a0w4N000009Iw4bQAC](https://www.rand.org/blog/2021/10/the-us-doesnt-need-more-nuclear-weapons-to-counter.html?utm_source=AdaptiveMailer&utm_medium=email&utm_campaign=7014N00000ISnimQAC&utm_term=00v4N00000XZCb1QAH&org=1674&lvl=100&ite=3756&lea=555393&ctr=0&par=1&trk=a0w4N000009Iw4bQAC)>.

et qui produit intensément de la puissance au point de mettre en danger les évolutions du monde et les conditions de la sécurité internationale dans tous les domaines, stratégiques, écologiques, politiques... C'est une de ses limites fondamentales.

## **La puissance, mécanique du désastre**

La puissance n'est pas (seulement) un cumul de capacités. C'est une finalité stratégique et un processus qui détermine des modes de développement, des configurations conflictuelles et des hiérarchies dans les relations internationales. C'est surtout un moteur du désastre comme nous le démontre les deux grandes catastrophes du 20<sup>e</sup> siècle (deux guerres mondiales et 80 millions de morts), et les effondrements d'aujourd'hui. C'est, enfin, le moteur des désastres à venir puisque la logique de cette course à la puissance proscrit de facto une transformation radicale des grandes priorités politiques et sociales, des stratégies nécessaires pour la sécurité internationale dans toutes ses dimensions. La puissance est donc aussi un mode de pensée.

113

Lorsque la course aux armements l'emporte – y compris dans les très hautes technologies –, lorsque les rivalités de puissance dominant comme facteur structurant des relations internationales, lorsque le multilatéralisme et l'ONU s'affaiblissent dramatiquement, lorsque l'architecture de sécurité collective fondée sur les traités de désarmement et de contrôle des armements tend à se décomposer, lorsque les principales puissances militaires dotées d'armes nucléaires se moquent de l'interdiction de celles-ci par un traité des Nations unies... alors, il faut bien constater que la géopolitique néo-impériale de la puissance gagne dangereusement du terrain. Elle met le monde sur des trajectoires de guerre. C'est un recul civilisationnel.

On doit donc s'interroger sur les raisons d'une exacerbation évidente de la confrontation sino-américaine. La rhétorique se fait violente. Les démonstrations de force s'aggravent en Mer méridionale et au large de Taïwan. Les discours et les postures peuvent varier, mais les tensions augmentent sérieusement. Il s'agit d'un moment critique. L'ordre international est en train de muer en profondeur. On assiste à la fin d'une hégémonie américaine incontestée en Asie et au-delà. La Chine s'affirme

maintenant comme une très grande puissance mondiale dans une compétition qu'elle pourrait gagner... Il n'y aura pas de « *second siècle* » américain.

Dans un tel contexte de durcissement stratégique on aurait pu imaginer une démarche plus mesurée des trois protagonistes d'AUKUS vis-à-vis des autorités françaises. Après tout, il s'agit d'un allié. Certes, un allié un peu trop chicaneur et donneur de leçons, mais un très bon élève de l'OTAN. Y compris sur le plan militaire. D'ailleurs, les vives critiques formulées par le Président Macron ne changent rien sur le fond. Alors, que s'est-il donc passé pour que la France se fasse littéralement éjecter ? La première raison est qu'elle n'a pas la carrure stratégique suffisante pour constituer un partenaire crucial indispensable. Trop loin géographiquement. Trop fluette militairement. Mais aussi trop présomptueuse politiquement... Voici pourquoi.

## Quand Washington (re) prend la main

114

Avec le contrat franco-australien de 2016 la France s'est donné une vaste ambition. Pour comprendre il faut se reporter à un texte officiel en libre accès sur le site du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Ce texte s'intitule « *Vision commune du Président de la République française, Emmanuel Macron et du Premier ministre d'Australie Malcom Turnbull, sur la relation franco-australienne* »<sup>5</sup>. Cette vision commune, adoptée le 2 mai 2018, contient des engagements de nature stratégique, très au-delà d'un partenariat bilatéral. Elle définit « *des approches communes face aux défis de sécurité mondiale* », notamment des objectifs communs de coopération maritime militaire en indopacifique. Elle prévoit le renforcement de l'interopérabilité des forces françaises et australiennes. Elle annonce une volonté de « *renforcer l'architecture de la région de l'Océan Indien et à développer la coopération régionale en matière de sécurité commune, et d'autres défis* ». Elle souligne la nécessité d'associer à ce processus d'autres partenaires stratégiques,

---

<sup>5</sup> « Vision commune du président de la République française, Emmanuel Macron et du premier ministre d'Australie, Malcolm Turnbull sur la relation franco-australienne », Sydney, 2 mai 2018. <<https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/australie/evenements/article/vision-commune-du-president-de-la-republique-francaise-emmanuel-macron-et-du>>.

de mettre en place des « dialogues trilatéraux ». Elle prévoit le développement de la coopération dans l'Antarctique et l'Océan austral, ainsi que dans le domaine du spatial, du renseignement, de la cybersécurité, des normes de comportement dans l'informatique et les télécommunications... Elle dessine des volontés de convergence concernant la Corée du Nord et l'Iran. Remarquons enfin que cette vision n'inclut pas les États-Unis dans les objectifs. Autant dire... un crime de lèse-majesté.

Bref, avec cette vision commune, la France, s'appuyant sur sa « présence » dite de souveraineté dans l'Océan Indien et en Océanie (les départements et collectivités de l'outre-mer), a voulu se donner une importance d'acteur majeur dans la globalité des enjeux de sécurité concernant l'indopacifique. Avec y compris la volonté d'impliquer d'autres États. La signature de cet accord appelé « *contrat du siècle* » donna lieu à une manifestation d'enthousiasme politique peu commune. Mais c'était certainement viser trop haut et trop large au regard de la dimension des enjeux de l'indopacifique. Enjeux pour lesquels les États-Unis veulent s'affirmer plus que jamais dominants. Et seuls dominants occidentaux. Pour Washington, l'idée selon laquelle la France serait un acteur légitime de plein droit et de capacités stratégique en indopacifique est sans objet. Même comme leader de second rang. En réalité, la France a été interprétée comme voulant affirmer une puissance dont elle ne dispose pas. Son éjection brutale s'imposa parce qu'il ne pouvait y avoir d'autre initiative stratégique que celle des États-Unis. Pour l'Administration Biden, c'était une façon de dire : « *Emmanuel, reste à ta place !...* »

115

### **L'OTAN comme chez elle en indopacifique**

Pour l'Administration américaine, il y avait urgence à faire place nette. Le pacte AUKUS fut ainsi mis sur pied en récupérant Canberra et en s'adjoignant Londres, allié traditionnel qui possède par ailleurs une forte expérience dans la construction des sous-marins. Il fallait faire vite, quitte à ne pas immédiatement solliciter l'ensemble des alliés occidentaux, en particulier ceux du Quad<sup>6</sup> et ceux réunis dans

---

<sup>6</sup> Alliance stratégique de dialogue sur la sécurité, fondée en 2007, et comprenant États-Unis, Australie, Inde et Japon.

les Five Eyes<sup>7</sup>, coalitions qui doivent être relancées. Évidemment, l'AUKUS a vocation à rallier ou associer les partenaires des États-Unis en Asie et dans l'espace euro-atlantique, en particulier les pays de l'OTAN, dont la France... lorsque l'affront du 15 septembre sera digéré, ce qui ne manquera pas d'arriver. Déjà, pour Josep Borell, Haut représentant de l'Union pour la politique étrangère et de sécurité, l'incident est clos : « *c'est bon, c'est fini, allons de l'avant* » dit-il dès le 15 octobre... juste après sa rencontre avec Antony Blinken, Secrétaire d'État américain.

Certes, le Traité de Washington détermine un espace et un principe de défense collective strictement atlantique, mais il y a belle lurette que l'Alliance s'est donné des ambitions mondiales. Et l'OTAN s'attribue maintenant des finalités stratégiques et militaires en indopacifique, explicitement face à la Chine qualifiée de menace et de défi majeur pour la sécurité de l'Alliance et pour l'ordre international. Un défi d'autant plus sérieux que Pékin et Moscou entretiennent un partenariat d'intérêts communs multiples.

116

L'agenda OTAN 2030, adopté au sommet de l'Alliance du 14 juin 2021, traite substantiellement de la question. Le rapport recommande ainsi que « *L'OTAN devrait se rendre mieux à même de coordonner les stratégies suivies par les Alliés à l'égard de la Chine et de préserver leur sécurité. Il est absolument indispensable que, politiquement, les Alliés se coordonnent davantage dans le cadre de l'OTAN sur les dossiers dans lesquels le positionnement de la Chine va à l'encontre de leurs intérêts de sécurité. [...] L'OTAN doit consacrer beaucoup plus de temps, de ressources politiques et d'énergie aux défis de sécurité liés à la Chine, sur la base d'une évaluation des capacités du pays, de son poids économique et des objectifs idéologiques affichés par ses dirigeants. Il lui faut, d'ici à 2030, élaborer une stratégie politique pour se positionner dans un monde où le rôle de la Chine va aller croissant.* »<sup>8</sup>

<sup>7</sup> Les Five Eyes regroupent États-Unis, Australie, Canada, Nouvelle Zélande, et Grande-Bretagne. Ces pays forment une alliance pour le renseignement, sur la base du traité UKUSA (United Kingdom et United States). D'autres États, au-delà de l'alliance initiale, peuvent participer à l'échange d'informations notamment la France, l'Allemagne, le Danemark, les Pays-Bas...

<sup>8</sup> « OTAN 2030 : Unis pour une nouvelle ère. Analyse et recommandations du Groupe de réflexion constitué par le secrétaire général de l'OTAN », 25 novembre 2020. <[https://www.nato.int/nato\\_static\\_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Fre.pdf](https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Fre.pdf)>.

## La Russie inquiète

L'OTAN s'engage ainsi à renforcer la coopération et le dialogue politique avec ses partenaires de l'indopacifique, par exemple l'Inde, ou bien dans le cadre « OTAN + 4 » (Australie, Japon, République de Corée et Nouvelle Zélande). Contrer la Chine constitue maintenant une mission stratégique prioritaire que l'OTAN s'est attribuée pour accompagner Washington... mais sans prendre explicitement partie (évidemment) dans la crise des sous-marins, vis-à-vis des critiques françaises à l'encontre de Washington. De la même manière qu'elle ne chercha pas à départager la France et la Turquie dans l'escalade peu diplomatique qui opposa Paris et Ankara concernant la Méditerranée orientale.

Autant de déconvenue pour les autorités françaises. Naturellement, d'une façon ou d'une autre, tout finira par rentrer dans l'ordre. Si l'on peut dire. Les États-Unis, en tant que de besoin, vont poursuivre le resserrement de leurs alliances dans l'espace euro-atlantique et en Asie où ils veulent faire plier tous les potentiels partenaires encore réticents ou hésitants à se joindre à l'offensive américaine contre Pékin, tant il est difficile pour certains (Inde ou Vietnam, par exemple) de se distancier si nettement de la Chine, de son influence, de son poids économique et stratégique... avec, au surplus, la crainte légitime de voir la stabilité et la sécurité régionale se dégrader encore un peu plus.

Le nouveau pacte AUKUS aura de multiples conséquences. La Russie, partenaire de la Chine, s'en inquiète pour des raisons éminemment stratégiques. Pour Moscou, il s'agit d'une « OTAN asiatique », et l'acquisition par l'Australie de sous-marins à propulsion nucléaire, donc à très long rayon d'action, change la donne militaire puisque les missiles de ces sous-marins pourraient mettre l'Extrême-Orient de la Russie à portée de frappes. Ce qui ne manquera pas de créer de nouvelles tensions dans des zones où la Russie planifie des exercices et des opérations maritimes. À la surveillance des activités militaires de la Russie exercée par les forces de l'OTAN à partir de l'Est européen (Pologne et Pays baltes), s'ajouterait ainsi une pression voire une menace de la nouvelle alliance AUKUS à partir du Pacifique.

On aura, au final, un pas supplémentaire dans la croissance des risques et la dégradation de la sécurité internationale. Ainsi qu'un

encouragement à la prolifération nucléaire et à la course aux sous-marins nucléaire d'attaque (c'est-à-dire à propulsion nucléaire). Pourquoi, en effet, d'autres pays se priveraient d'accéder ainsi à la technologie du nucléaire par un domaine militaire spécifique, en dépit du Traité de Non-Prolifération (TNP) qui l'interdit, si Canberra obtient ce « privilège » de Washington ? Alors que, précisément, l'Australie, signataire du TNP, membre de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) dès sa création, en 1957, n'avait cessé d'être jusqu'ici un État très fermement opposé au nucléaire militaire et à sa dissémination. Cette île continent du Pacifique a d'ailleurs fait partie des acteurs ayant le plus contribué à la genèse du Traité de Rarotonga installant une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud. Canberra compte parmi ses premiers signataires.

## Nucléarisation de la conflictualité

118

On voit comment le Traité AUKUS pousse à la confrontation. Et comment celle-ci investit dangereusement les domaines du nucléaire militaire. Ce processus de nucléarisation préoccupe Moscou qui a proposé le contrôle de l'AIEA sur la construction des futurs sous-marins australiens. Il a aussi suscité une colère certaine en Chine. Le quotidien *Global Times*, régulièrement qualifié de « porte-parole » des autorités de Pékin, a souligné que « *le choix australien constitue une menace nucléaire pour d'autres pays. Selon un expert militaire cela ferait de l'Australie une cible potentielle pour une frappe nucléaire, car les États dotés d'armes nucléaires comme la Chine et la Russie sont directement impactés par la menace des sous-marins australiens qui répondent aux exigences stratégiques des États-Unis. Pékin et Moscou ne traiteront pas Canberra comme une puissance non nucléaire innocente mais, en n'importe quelles circonstances, comme un allié des États-Unis, qui pourrait être doté d'armes nucléaires.* »<sup>9</sup>

Dans le quotidien du même jour, l'éditorial se fait encore plus dur : « *une fois que l'armée australienne combattra l'Armée populaire de libération dans le détroit de Taïwan ou en mer de Chine méridionale, les cibles militaires en Australie étant devenues un fer de*

<sup>9</sup> « *Nuke sub deal could make Australia potential nuclear war target* », *Global Times*, Yang Sheng, Sep. 16, 2021. <<https://www.globaltimes.cn/page/202109/1234460.shtml>>.

*lance anti-Chine, le pays doit se préparer au pire* ». La rhétorique utilisée est d'une grande violence. On peut naturellement en relativiser la portée puisqu'il s'agit d'articles de presse traduisant une posture et non un positionnement officiel. Mais la réplique chinoise est très significative de l'exacerbation des tensions et d'une escalade dans l'hostilité. Et surtout, comme l'explique très bien le site *Meta Défense*, cette affaire révèle à quel point « *Joe Biden ouvre une bien dangereuse boîte de pandore* »<sup>10</sup>. Biden prend effectivement ainsi la responsabilité de contribuer à l'affaiblissement du TNP et de l'architecture de sécurité collective existant depuis les années 1960. Comme si les dégâts produits par la décomposition progressive de cette architecture fragilen'étaient pas déjà suffisamment préoccupants.

Le pacte tripartite AUKUS est donc lourd d'effets négatifs sur les relations internationales. Il constitue aussi une menace directe pour la France, ou bien, pour être plus précis, pour les ambitions de puissance françaises. Se faire écarter (pour le moment) d'une alliance pilotée par Washington, et se faire éjecter de force du marché des sous-marins australiens... voilà qui relève d'une désinvolture américaine caractérisée. Trump n'aurait pas fait pire. *L'America First* fonctionne à plein. Cependant, il n'y a pas que le statut de puissance de la France ou son rang dans la hiérarchie mondiale qui en a pris un coup. Les conséquences, à terme, pourraient être beaucoup plus concrètes puisque la BITD française ne trouve ses équilibres financiers, et ne peut donc exister que par les exportations... sur des marchés où Washington veut rester hégémonique. Empêcher la France d'exporter des armements et de signer des contrats pour des équipements majeurs reste un moyen d'affaiblir un concurrent non négligeable puisque, comme la Grande-Bretagne, la France est (encore) en capacité de produire l'ensemble des armements aujourd'hui structurants pour un « *modèle d'armée complet* » : chasseurs-bombardiers, navires, sous-marins, hélicoptères, blindés, missiles radars, systèmes spatiaux...<sup>11</sup>.

119

<sup>10</sup> « En Australie, Joe Biden ouvre une bien dangereuse boîte de Pandore », *Meta-Defense.fr*, 16 septembre 2021. <<https://www.meta-defense.fr/2021/09/16/en-australie-joe-biden-ouvre-une-bien-dangereuse-boite-de-pandore/>>.

<sup>11</sup> Sur cette question, voir « Les États-Unis veulent-ils éliminer l'industrie de défense française ? », *Meta-Defense.fr*, 22 septembre 2021. <<https://www.meta-defense.fr/2021/09/22/les-etats-unis-veulent-ils-eliminer-lindustrie-de-defense-francaise/>>.

## Un nouveau basculement stratégique

Les méthodes américaines se ressemblent et s'assemblent. La conquête ou l'usurpation des contrats de vente concernant la défense (Washington est coutumier du fait) est une autre façon d'imposer ses propres choix et ses propres lois. Comme les sanctions à effet extraterritorial destinées à frapper l'Iran ou Cuba, par exemple. Ces sanctions constituent aussi un levier pour faire céder des alliés et profiter de leur dépendance économique, technologique et politique. Ce n'est pas Donald Trump qui a inventé ça... Cela fait partie des pratiques et des instruments américains de préemption et de mise en œuvre commerciale, financière, juridique, politique de la domination. On pourrait dire que c'est devenu une sorte de « routine » dans la gestion néo-impériale des rapports de forces.

120

Sur toutes ces questions, le débat politique en France porte principalement sur l'OTAN, sur l'opportunité du nouveau concept stratégique qui devrait être adopté au sommet de Madrid les 29 et 30 juin 2022, ou bien sur la question de la sortie de la France de l'OTAN ou de son commandement militaire intégré. La question est d'importance. Mais elle traduit aussi des recherches de postures souverainistes dans la campagne pour l'élection présidentielle. C'est visiblement le cas à droite et à l'extrême droite. Pour l'essentiel, les enjeux de l'Indo-Pacifique et des mutations de l'ordre international, des risques de guerre, sauf exception, ne sont pas au cœur des débats. On peut regretter qu'il en soit ainsi alors que le Président de la République détient précisément dans ses prérogatives constitutionnelles, les pouvoirs du Chef des armées. Il détient aussi un quasi-monopole de fait dans la détermination de la politique étrangère. Pourtant, si un tel débat devrait pouvoir s'imposer c'est bien aujourd'hui, alors que le moment politique que nous vivons est celui d'un nouveau basculement stratégique qui est en train de changer profondément l'ordre international.

On notera, dans le paysage politique actuel, quelques interventions atypiques mais significatives des problèmes posés. Par exemple celle de Thierry de Montbrial. Ce fondateur et Président de l'Institut français des relations internationales (IFRI) ne détient pas (loin de là) une réputation d'antiaméricanisme, mais il met en garde : *« le bulldozer américain est engagé à 100 % sur la question chinoise et tentera d'écraser tout ce qui se met en travers. [...] Le*

*nouveau non-alignement, dit-il, c'est faire entendre la voix de ceux qui ne veulent pas devenir les vassaux des États-Unis ou de la Chine.* »<sup>12</sup>

On peut retenir aussi les explications de François Géré, Président de l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS). François Géré propose<sup>13</sup> de mettre fin au traité de Washington, d'élaborer une stratégie européenne et même un nouveau traité à partir du concept de non-alignement. Avec deux conditions rationnelles : ne pas se laisser entraîner dans un affrontement militaire avec la Chine, et traiter autrement la Russie. Dans une situation tendue où l'OTAN et la Russie échangent réquisitoires, expulsions de diplomates et fermetures de missions ... il serait temps, effectivement de prendre garde, ici aussi, à une montée préoccupante des hostilités.

## Non-alignement et multilatéralisme

Il est symptomatique que le concept de non-alignement revienne ainsi, dans les circonstances très problématiques d'un basculement de l'ordre international, d'une volonté américaine de resserrer ses alliances et de reformuler les conditions de sa domination. Au-delà des expertises et des analyses nécessaires, il serait salutaire que ce concept prenne la vraie dimension politique d'un référent progressiste de base. Le non-alignement, comme le multilatéralisme, ont la vocation d'exprimer ensemble une alternative à la puissance, avec le droit et l'égalité des droits.

121

Nous assistons aujourd'hui à l'épilogue de l'ordre international libéral installé en 1945 sur une idée américaine et sous tutelle de Washington<sup>14</sup>. Alors que les États-Unis sont alors à l'apogée de leur puissance, ils vont jouer un rôle d'initiative pour l'installation des institutions multilatérales, et pour diriger ce qu'ils appellent le « monde libre », c'est-à-dire le monde occidental et au-delà. La Guerre froide, les conflits de la décolonisation, la guerre du Vietnam

---

<sup>12</sup> Thierry de Montbrial, « La Maison-Blanche est plus polie mais reste brutale », *Les Échos*, 1<sup>er</sup> octobre 2021. <<https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/maison-blanche-plus-polie-reste-brutale>>.

<sup>13</sup> François Géré, « Pour les Européens le temps est venu du non-alignement », Institut français d'analyse stratégique, *L'Opinion*, 5 octobre 2021. <<http://www.strato-analyse.org/fr/spip.php?article430>>.

<sup>14</sup> Voir Jacques Fath, *Chaos. La crise de l'ordre international libéral. La France et l'Europe dans l'ordre américain*, Éditions du Croquant, p. 75 et suivantes.

vont relativiser cette « *toute puissance* » qui, évidemment, n'en fut jamais une, mais le modèle américain s'est largement imposé.

En 1989-1991, avec la chute du mur de Berlin, un premier basculement stratégique d'ampleur va ouvrir 30 années d'une phase très complexe des relations internationales, marquée par des enchaînements dans la décomposition progressive de cet ordre international libéral, par l'affaiblissement du multilatéralisme et le développement du chaos. Cette période va ouvrir les conditions d'une modification des équilibres mondiaux et d'un nouvel affaiblissement du rôle français dans le monde.

Aujourd'hui, avec le second basculement majeur du « *moment chinois* » et de l'indopacifique – si l'on peut dire les choses ainsi – s'ouvre une tout autre période : la fin de cet ordre international libéral. Les États-Unis se voient défiés dans leur capacité à régenter le monde. Il leur faut partager l'hégémonie et le pouvoir, perdre le monopole de l'ascendant politique et culturel, accepter la compétition dans leurs zones d'influence, admettre une autre distribution et une autre hiérarchie de la puissance...

122

Ce nouvel ordre qui commence s'est longuement préparé dans le chaos. Il est probablement plus instable, plus imprévisible et encore plus dangereux que ce qui a précédé. Alors comment répondre à ceux pour qui l'urgence est à la préparation des grandes guerres de demain ? N'y a-t-il rien d'autre qui compte, en dehors de la puissance et de la force comme paradigmes premiers ? N'y a-t-il pas une autre urgence, celle d'imposer en grand un débat et une bataille sur l'ordre mondial pacifique et social nécessaire, donc sur le monde, sur l'ambition d'un autre monde à construire pour demain ?

**Résumé :**

La crise dite des sous-marins entre la France et l'Australie a mis en exergue la fragilité de la position et des engagements de la France dans cette zone que l'on nomme l'indopacifique. Elle a montré aussi le niveau critique atteint par la compétition stratégique, par les concurrences et les rapports de force entre puissances majeures dans un climat tendu et un contexte de sécurité précaire. Dans cette immense région, les enjeux de puissance et la confrontation qui se jouent entre les États-Unis et la Chine ne cesseront de marquer les relations internationales pour le 21<sup>e</sup> siècle. Cet article fait le point sur ce qu'est aujourd'hui la problématique de l'indopacifique et comment elle est au cœur des réflexions nécessaires quant à l'exigence d'un tout autre ordre international.

## Annexes

### « Is U.S. Foreign Policy Too Hostile to China ? »

La politique étrangère américaine est-elle trop hostile à la Chine ?

La revue *Foreign Affairs* questionne les experts — 19 octobre 2021  
<[https://www.foreignaffairs.com/ask-the-experts/2021-10-19/us-foreign-policy-too-hostile-china?utm\\_source=AdaptiveMailer](https://www.foreignaffairs.com/ask-the-experts/2021-10-19/us-foreign-policy-too-hostile-china?utm_source=AdaptiveMailer)>.

Le magazine *Foreign Affairs*, de forte renommée internationale, lié au cercle de réflexion « Council of Foreign Relations », a fait appel à un panel d'experts de premier plan (environ 70), pour leur poser la question suivante : « La politique étrangère américaine est-elle trop hostile à la Chine ? ». Une majorité des réactions semblent plutôt favorable à la politique actuelle de Washington. L'ensemble des commentaires traite de la compétition de puissances, des enjeux globaux et des intérêts américains.

Voici quatre réponses formulées par les spécialistes et chercheurs parmi les plus connus aux États-Unis.

**Robert Keohane**  
**Professeur émérite à l'Université de Princeton**

Les politiques de Xi doivent être contrées, la politique actuelle est donc appropriée. Mais nous devrions adopter une rhétorique plus modérée. Nos intérêts exigent que nous réagissions aux tentatives de la Chine pour obtenir un avantage de diverses manières, mais nous avons également des intérêts à long terme à coopérer avec la Chine. Si une ouverture se présente pour une coopération mutuellement bénéfique, nous devons la saisir, en nous rappelant que la coopération n'est pas l'harmonie : en politique internationale, elle vient souvent de la discorde.

**Patricia M. Kim**  
**China Center et Center for East Asia Policy Studies - Brookings Institution**

L'administration Biden a défini la bonne approche envers la Chine, en annonçant que Washington cherchera simultanément à rivaliser et à coopérer avec Pékin tout en travaillant en étroite collaboration avec des amis et des alliés pour relever efficacement les défis posés par la Chine. Mais rendre cette stratégie opérationnelle n'est pas une mince affaire. Plus important encore, Pékin n'a pas encore accepté ce cadre et a clairement indiqué que la coopération américano-chinoise est impossible tant que des tensions existent dans l'ensemble de la relation. De plus, en dépit de notables réalisations dans le renforcement des alliances américaines ces dernières semaines, il y a également eu des revers avec les partenaires européens suite au retrait chaotique

d'Afghanistan et à l'annonce surprise d'AUKUS, le pacte de défense Australie/Royaume-Uni/États-Unis. Une diplomatie persévérante et créative, et un équilibre minutieux des intérêts, des idéaux et des relations seront nécessaires pour garantir que les alliances américaines restent solides et que les relations américano-chinoises ne s'affaiblissent pas de manière irréparable et ne s'égarer sur des territoires dangereux.

**John Mearsheimer**

**Professeur à l'Université de Chicago**

La Chine est déterminée à établir son hégémonie en Asie, ce qui est tout à fait logique du point de vue de Pékin. La Chine, en effet, imite les États-Unis, qui ont travaillé dur pour atteindre l'hégémonie dans l'hémisphère occidental. Dans le même temps, cependant, les États-Unis sont déterminés à empêcher la Chine de devenir une hégémonie régionale — pour de bonnes raisons stratégiques — et n'ont donc pas d'autre choix que de contrer durement contre la Chine. La compétition qui en résultera entre ces deux grandes puissances, qui est en fait une nouvelle guerre froide, ne fera que s'intensifier avec le temps. On espère que cela ne mènera pas à une guerre chaude.

**Stephen Walt**

**Professeur à la Harvard Kennedy School**

Bien que la politique américaine à l'égard de la Chine se soit durcie ces dernières années, il s'agit d'une réponse sensée étant donné la puissance croissante de la Chine et son comportement de plus en plus brutal dans plusieurs domaines importants. Certes, la tentative de l'administration Trump de jouer le durcissement contre la Chine était incohérente et inefficace, et certains des commentaires idéologiquement chargés de l'ancien secrétaire d'État Mike Pompeo étaient excessifs et inutiles. Mais dans l'ensemble, la réponse américaine a été mesurée compte tenu des ambitions déclarées de la Chine, et on espère que l'administration Biden travaillera efficacement avec d'autres pour empêcher la Chine d'établir une position hégémonique dans la région Asie-Pacifique.

### Sur la question de Taïwan

L'enjeu de Taïwan a pris une dimension politique et stratégique majeure. Taïwan serait un facteur déclenchant parmi les plus plausibles d'un affrontement militaire direct entre Washington et Pékin... si une telle occurrence devait se réaliser en dépit des risques énormes qu'elle présente. Cette île, c'est aussi l'existence et le statut d'un détroit où se cristallisent des hostilités politiques et militaires, notamment sur les conditions de la liberté de navigation. On sait à quel point, en effet, les marines de guerre constituent un instrument crucial de la manifestation de la puissance. Taïwan, c'est toute une partie de l'histoire politique de la Chine et de la géopolitique américano-chinoise. Et notamment

l'histoire du *Taiwan Relation Act*, loi américaine établissant depuis 1979 des relations explicitement non officielles avec Taïpei, après la reconnaissance de la République populaire de Chine par les États-Unis. Cette loi américaine autorise la vente d'armements à titre défensif. Elle est utilisée aujourd'hui pour légitimer une aide militaire très directe, en particulier américaine, à Taïwan. L'esprit des relations américano-chinoises fut « défini » par cette loi dans une ambiguïté recherchée visant surtout à maintenir un statut quo afin d'éviter tout processus unilatéral ou « solution » de force, qu'il s'agisse d'une déclaration d'indépendance de Taïpei ou bien d'une annexion par Pékin pour qui Taïwan appartient historiquement à la Chine.

En vérité, la question de Taïwan constitue aujourd'hui pour les États-Unis la cristallisation d'un enjeu beaucoup plus global. Contre la Chine est devenu officiellement la priorité stratégique n° 1 des autorités américaines. Dans le contexte actuel d'une très forte montée des tensions, le principe « d'une seule Chine » et l'esprit du *Taiwan Relations Act* sont ainsi de plus en plus fragilisés malgré la volonté de Pékin.

La question de Taïwan n'est pas seulement le miroir logique des antagonismes stratégiques globaux des deux puissances. Elle est aussi une cause directe de leur aggravation dans des espaces maritimes, terrestres et aériens de confrontation et de provocations militaires mutuelles quotidiennes. Le contexte n'est plus celui d'un statut quo ambigu. Il se caractérise par une escalade dans les démonstrations de force. On est passé du pragmatisme par l'ambiguïté à l'intimidation réciproque très explicite. Avec la montée des risques.

